



La Commune



Le ghetto scolaire légalisé

Dossier du mois : éducation nationale

En réponse à la révolte des jeunes des banlieues, le Premier ministre a présenté, lors de sa conférence de presse du 1er décembre, une série de mesures relatives à l'emploi et à l'éducation, mesures qui constitueraient un vaste projet de loi à faire adopter au cours du premier trimestre 2006. C'est donc par cette vaste réforme que Dominique de Villepin entend accorder aux élèves en difficulté et à leurs parents une attention particulière - vraiment très particulière, comme l'analyse de ses propos le démontre ...

Voici la première partie de l'analyse de ces mesures, que nous poursuivrons dans notre prochain numéro.

Évaluation des élèves au cours de l'année de CE1

Elle portera sur la lecture et l'écriture avec interdiction d'utiliser la méthode globale.

l'important, ici, est surtout dans le non-dit : pas un mot sur l'existence des maternelles ou leur disparition, qui est à l'ordre du jour depuis la loi Jospin de 1989, pas un mot sur la suppression de classes, d'écoles, sur la multiplication des classes à double, voire à triple niveau ! Pas un mot sur le fait qu'un enfant est censé savoir lire et écrire normalement dès le cours préparatoire, vers le mois de février : pourquoi évaluer les élèves en CE1, et pas en CP, quand l'enfant n'est pas encore complètement " largué " ? Quant à l'interdiction de la méthode globale, il s'agit là de pure démagogie : tout le monde sait à quel point cette méthode est nocive, elle est déjà abandonnée depuis longtemps, et Dominique de Villepin le sait très bien.

" Accompagnement personnalisé "

Les élèves n'ayant pas réussi leur évaluation en CE1 bénéficieront de " *groupes de moins de 10 élèves* " dans l'école et d'" *équipes de réussite éducative* " en dehors de l'école. Saupoudrage ! Quelques heures de soutien en groupe et des équipes de réussite éducative plus nombreuses en dehors de l'école ! Tout enseignant normalement constitué vous dira qu'il suffirait d'avoir un effectif maximum d'une quinzaine d'élèves par classe et des études encadrées le soir par les maîtres après la classe pour que la masse des élèves puissent acquérir le niveau requis, même si les parents ne peuvent pas encadrer leur travail scolaire. Mais quinze élèves par classe et des études faites par des enseignants supposeraient un budget tout autre, et cela n'est pas à l'ordre du jour pour un gouvernement pressé d'en finir avec les services publics.

Signer un " *contrat de responsabilité parentale* "

Les parents des enfants en difficulté se verront proposer un " *contrat de responsabilité parentale* ", assorti de sanctions. Si les parents refusent de signer un tel contrat ou si l'enfant ne progresse ni dans ses résultats ni dans son comportement, les allocations familiales seront suspendues et ne seront restituées que dans la mesure où les obligations seront remplies. (*Le Monde*, 1er décembre). Une mesure aussi stupide qu'injuste pourrait faire sourire si elle ne portait atteinte de façon insupportable aux familles (et donc à leurs enfants) déjà asphyxiées par les problèmes financiers. Notons que Villepin, contrairement au souhait de sa majorité, n'a pas voulu de la suppression pure et simple des allocations familiales - Matignon ferait-il dans le social ? Bien sûr que non ! La vraie raison ? Selon le Premier ministre, ce serait " inefficace " car les familles récupéreraient la perte causée par la suppression des allocations grâce à la hausse différentielle du RMI ...

Renforcement et extension des ZEP

Les zones d'éducation prioritaires (ZEP), créées en 1981, concernent 1,7 million d'élèves (un élève sur cinq). Leur implantation ? Essentiellement dans les banlieues et quartiers dits " sensibles ". Dans les zones prioritaires, 30 % des élèves entrent en sixième sans maîtriser la lecture et l'écriture.

Le principe même de créer des zones spécifiques réservées à des populations à majorité ouvrière en difficulté sur des territoires joliment appelés ZUS (zones urbaines sensibles) est anti-républicain et anti-laïque. D'ailleurs, Villepin s'est récemment trahi sur RTL, le vendredi 25 novembre : " *Quand il y a des inégalités, il faut les corriger, à partir de critères individuels ou de critères de territoire, mais sans prendre en compte l'ethnie, la religion, la race.* " (*Libération*, 1er décembre.) Voilà un bel exemple de l'idéologie de ceux qui nous gouvernent : non-respect des mêmes droits pour tous, sur tout le territoire, exclusion et racisme (d'où lui vient l'idée stupide et anti-scientifique qu'il y aurait plusieurs races chez les hommes ?).

Modifié le mercredi 07 décembre 2005

Voir aussi dans la catégorie **Dossiers**



Dossier La Commune de Paris 150e anniversaire

Notre journal La Commune propose à ses lecteurs deux dossiers consacrés au 150e anniversaire de la Commune de Paris : le premier, dans le numéro 127, retrace, à la lecture de La Guerre civile en... »



Dossier santé

30 004 morts : le bilan du COVID-19 en France est le résultat de 40 ans d'attaques de l'hôpital public ! TOUS COUPABLES ET RESPONSABLES ! En France, la population paye un très lourd tribut humain,...



Le projet Macron de réforme des retraites en 10 questions-réponses

L'histoire de notre système de retraites par répartition, celle de sa casse, des « réformes » successives et des discours qui les accompagnent, est essentielle pour comprendre le projet Macron,...



Qu'est-ce que l'Union européenne ?



Première partie Nous sommes partisans de la rupture avec l'Union européenne et ses institutions. Nous militons pour l'abrogation des traités dit « européens » et inconditionnellement pour «... »

Un VRAI travail Un VRAI salaire



Comment naît le besoin d'un parti des travailleurs

« Personne ne nous représente ». Cet ouvrier de Roubaix sollicité par le Point 1 à propos des élections exprime la sensation de millions de salariés. Beaucoup de gens ne supportent plus ces... »



Pourquoi militer avec La Commune ?

Notre journal La Commune paraît depuis bientôt vingt-cinq ans. Notre site web met à la disposition de tous quinze années d'archives (articles - documentation - lettres d'information -... »
